



Déclaration liminaire au CTL du 25 avril 2013

L'affaire Cahuzac consterne et scandalise la France entière. Les agents des Finances ont d'autant plus de raisons de l'être que ce personnage était celui qui, en tant que Ministre du Budget, plaidait une austérité renforcée pour la Direction générale des Finances publiques.

D'une part, la conduite de cette affaire par nos dirigeants ne peut que ternir l'image de la DGFIP qui n'a pas été ou pas pu être en mesure de savoir que l'ex ministre du budget détenait des comptes ouverts à l'étranger. Au nom de la moralisation de la vie politique, le Président a annoncé la création d'une Haute Autorité indépendante chargée de contrôler le patrimoine des élus. Nous estimons, pour notre part, que le contrôle des revenus et du patrimoine de tous les citoyens, y compris les élus, incombe à la DGFIP.

D'autre part, les agents en connaissent tous, au quotidien, les conséquences négatives sur la qualité d'accomplissement des missions et leurs conditions de vie au travail. L'urgence que d'autres choix prévalent sur la base des revendications des personnels, ne perd donc rien de son actualité.

Mais que les personnels subissent depuis, de la part de certains usagers, sarcasmes, quolibets et remarques désobligeantes dans l'accomplissement de leurs missions en raison des méfaits de leur ancien ministre, voilà qui est tout simplement inadmissible.

Au fond, ce qui se passe ne nous surprend pas. La CGT alerte depuis de trop nombreuses années les gouvernements et ministres qui se succèdent sur les conséquences funestes de la suppression de milliers d'emplois et la baisse drastique des moyens de fonctionnement.

A l'inverse des objectifs d'austérité poursuivis, hier au titre de la Révision Générale des Politiques Publiques et aujourd'hui de la Modernisation de l'Action Publique, nous considérons qu'il est plus qu'urgent de mettre en œuvre une autre politique pour l'exercice plein et entier de toutes les missions.

L'affaire Cahuzac aura au moins eu le mérite de remettre sur le devant de la scène la question essentielle de la fraude fiscale. Aujourd'hui, un consensus semble exister pour l'évaluer en France à 60 milliards d'euro. Que prévoit le gouvernement dans ce domaine ? Rien ou presque.

Comme agents des finances publiques et militants CGT, nous ne pouvons nous empêcher de comparer cette somme avec le déficit budgétaire du pays (85 milliards d'euros) et de constater que la fraude fiscale représente 70% du déficit.

La CGT réaffirme que l'austérité, qui consiste à faire payer la dette aux citoyens les plus modestes, ne peut pas être la réponse à la crise économique et financière du capitalisme qui plonge dans la misère et le désespoir des pans entiers de la population.

Le constat, enfin reconnu, de l'importance de la fraude fiscale appelle une autre politique qui donnera aux agents de la DGFIP les moyens d'exercer toutes leurs missions de service public.

Concernant la campagne IR 2013, les administrations de Bercy ont été discréditées en raison de l'affaire citée ci-dessus et ce discrédit rejaille sur les agents et favorise des situations conflictuelles. Avec la montée de la crise, une partie de la population a vu fondre son pouvoir d'achat et ne peut plus faire face... Le paiement de l'impôt est également de moins en moins consenti par une partie de la population gagnée aux idées populistes et aux campagnes de dénigrement des fonctionnaires menées par les gouvernements successifs.

Incivisme et violence sont le lot quotidien des agents des Finances Publiques. La campagne IR est une période durant laquelle le public afflue massivement dans les centres des finances publiques, en particulier dans les quartiers populaires où la densité de la population est élevée.

En plus de la densité de l'accueil physique, il y a de plus en plus de demandes téléphoniques.

Pour faire face à cette demande d'informations de la part des contribuables, demande qui ne faiblit pas d'année en année, bien au contraire, la simple logique comptable inviterait à faire croître les effectifs des agents des finances publiques. Au lieu de cela, chaque année les effectifs diminuent.

Vous pouvez toujours arguer du fait que la numérisation permet aux agents du 95 de se « libérer » de la saisie pour renforcer l'accueil mais cela restera toujours insuffisant au regard des emplois qui ont été supprimés.

Nous ne manquerons donc pas durant cette séance de porter les revendications légitimes des agents tant pour leur sécurité que pour leur santé au travail et serons particulièrement vigilants auprès des collègues qui assureront cette campagne IR 2013.